

## ÇA SUFFIT !

Depuis la création de la section syndicale Filpac-Cgt La Provence, celle-ci et ses adhérents n'ont cessé de subir de nombreuses attaques de la part des directions successives du journal.

Non seulement nous n'avons jamais cédé à ces pressions et tentatives d'intimidations mais nous avons souvent réussi, par le dialogue et la concertation, à corriger sensiblement ces pratiques. Mais, avec la direction actuelle, plutôt encline à laisser s'installer un climat violent et anxiogène dans les ateliers, il est devenu malheureusement impossible de dialoguer ou, tout simplement, de se faire entendre. En effet, si la direction s'était engagée à examiner nos requêtes et à ouvrir des discussions loyales et sérieuses, rien ne bouge.

Les discriminations de salariés, le harcèlement, les pressions psychologiques et les entraves à la pratique syndicale sont devenus la norme dans l'entreprise et nombre de salariés paient très cher leur appartenance syndicale à la CGT. Ceux-ci se retrouvent en effet très rapidement « fichés » par la direction et subissent clairement du harcèlement syndical. Freinés dans leur avancement et oubliés dans l'attribution de primes, ils subissent tous les jours le flicage de la direction qui n'hésite pas à venir amputer leurs quotas d'heures de délégation sans se soucier du droit syndical le plus élémentaire.

Et que dire des pressions insoutenables sur nos camarades de SPD (Société Provence Distribution) qui subissent tous les jours des pratiques d'un autre âge alors que la distribution du journal, toutes les nuits et par tous les temps, leur est déjà suffisamment pénible.

Malgré nos interpellations et nos demandes de retour à un dialogue social apaisé, la direction de La Provence continue les traitements indignes envers nos militants et montre ouvertement son mépris total envers notre organisation. Ce mépris a atteint son paroxysme lorsque notre directeur, M. Jean-Christophe Serfati, a décidé de refuser d'accueillir le Filpac-tour alors que tous les autres titres de la PQR sollicités ont laissé la Filpac-Cgt accéder librement à leurs locaux.

Mépris affiché envers la CGT sans aucun doute, mais surtout quel mépris envers les salariés du journal *La Provence* qui seront donc les seuls travailleurs de la presse en régions à ne pas être informés et consultés sur l'actualité du plan filière et sur les négociations de leur future convention collective.

**Il est temps que cette situation cesse !** Malgré nos multiples tentatives pour tenter d'apaiser la situation, la direction a décidé de rester sourde à nos alertes et de continuer sa « politique » anticégétiste. La section syndicale Filpac-Cgt de La Provence a donc décidé d'en référer à sa fédération ainsi qu'à l'Union département CGT des Bouches-du-Rhône pour mettre en œuvre, tous ensemble, les moyens nécessaires pour que cesse ces pressions insupportables et afin que notre organisation syndicale soit enfin prise au sérieux par le groupe La Provence.

Marseille, le 6 octobre 2020